



DECLARATION LIMINAIRE DE LA CGT PJJ AU CTPT DE L'ESSONNE DU 27 MAI 2011

CGT - PJJ Section de l'Essonne

A l'heure où la CGT PJJ se bat au cotés des personnels travaillant en EPM, le CTP de l'Essonne propose la création d'un service éducatif au CJD de Fleury Mérogis avec seulement un contenu standard. Il existe pourtant une mission éducative depuis plusieurs années au sein de cet établissement pénitentiaire qui est rattachée au STEMO de Juvisy sur Orge. Le département de l'Essonne devient donc une zone expérimentale où l'on crée un service qui n'est plus un quartier mineur, mais qui n'est pas non plus un établissement pénitentiaire pour mineur. La CGT PJJ se bat actuellement pour faire reconnaître un statut des SE-EPM, avec la reconnaissance de la pénibilité pour obtenir une indemnité spécifique. La CGT PJJ va donc suivre de très près cette structuration afin d'accompagner les agents qui travaillent en milieu carcéral à ne pas être flouter comme l'on été nos camarades des EPM.

En outre, sur le plan du dialogue social, le département de l'Essonne ne communique avec les organisations syndicales que pour acter durant ces « temps paritaires » ce qu'on a décidé pour elle à l'échelon régional voir national. En effet, la réaction violente d'un grand nombre de cadre du département qui ont écrit au directeur de notre administration en est la preuve. Nous ne pouvons que regretter cette simple formalisation du dialogue social qui se restreint à convoquer un CTP deux fois l'an pour faire adopter dans ces instances paritaires un ensemble de destruction du service public. Dans l'Essonne on poursuit la casse en supprimant le dispositif d'insertion départemental avec un émiettement des UEAJ, où chacun fera son propre projet dans son secteur sans aucune cohérence.

La mascarade du dialogue social mise en œuvre sur le département ne peut être que déplorer par l'ensemble des organisations syndicales et cette forme de plan social qui s'opère sur le département depuis un certain temps maintenant nous le dénonçons. Commençons donc par mettre en œuvre un vrai dialogue social pour éviter ce genre de situation où l'on demande aux organisations syndicales d'acter ce que l'administration a décidé.

Pour la CGT, la section de l'Essonne.